

L Les coopératives, la réponse anti-crise? Attention au danger du "cooperative washing"

Libre Eco week-end | Le Dossier. Dans quel état se trouve ce monde des coopératives en 2023 ?



Vincent Slits
Chef du service Eco de La Libre

Publié le 24-02-2023 à 14h54



Alimentation, énergie, finance, transports, économie circulaire... Depuis quelques années, le modèle coopératif essaime dans de nombreux secteurs. Et ce n'est pas fini. ©Copyright (c) 2018 REDPIXEL.PL/Shutterstock. No use without permission.

Coopératives citoyennes, agréées, à vocation sociale, de producteurs... Depuis quelques années, le modèle coopératif, qui mutualise la propriété du capital et recherche d'autres finalités que la seule maximisation des bénéfices au profit des actionnaires, essaime dans de nombreux nouveaux secteurs, sous de nouvelles formes et avec une ambition décuplée. Il faut dire que la multiplication des crises ces dernières années - sanitaire, économique, sociale ou énergétique - a sonné chez bon nombre d'entrepreneurs, d'investisseurs et de consommateurs, l'heure d'une grande remise en question face aux dérives et excès d'un capitalisme à bout de souffle. Avec la volonté de construire une économie plus "humaine" combinant quête de sens, ancrage territorial fort, impact sociétal, gouvernance participative et démarche solidaire et durable.

Alors dans quel état se trouve ce monde des coopératives en 2023 ? Et s'agit-il d'une alternative réellement crédible au modèle capitaliste dominant ? Tentatives de réponse avec Sybille Mertens, professeure à HEC, École de Gestion de l'Université de Liège, directrice du Centre d'économie sociale et spécialiste du modèle coopératif, et Julien Dohet, secrétaire politique du SETCa Liège et auteur du livre *"Dis, c'est quoi une coopérative citoyenne"* (Renaissance du Livre).

1. Un modèle résilient aux crises ?

"Ces coopératives sont des entreprises comme les autres ; elles ont pris de plein fouet ces crises successives mais celles-ci ont permis de révéler l'intérêt de ce modèle qui s'est montré, en moyenne, plus résilient. Notamment grâce à la fidélité de leurs actionnaires et de leurs clients. Ces entreprises ne sont pas au hors-sol, elles sont connectées à des communautés qui les soutiennent. C'est notamment apparu durant la crise du Covid avec l'engouement pour le circuit court alimentaire. Depuis le début de la crise énergétique, les modèles coopératifs sont, par ailleurs, fort plébiscités par les consommateurs qui estiment qu'ils ont là des modèles plus stables et d'avenir, explique Sybille Mertens. Et d'ajouter : En période de crise, c'est comme si le citoyen, le consommateur, l'épargnant se disait : 'Ce monde est en train de s'effondrer, qu'est-ce qui est le plus rassurant pour moi ?' C'est une entreprise proche de chez moi et qui est capable de répondre à mes besoins."

Il y a trois ans, une étude avait ainsi démontré que le taux de résistance à cinq ans des acteurs coopératifs se situait aux alentours de 80 %, là où il n'était que de 68 % pour les PME classiques. *"Après la crise du Covid, il y a un certain retour à la normale. Nous voyons qu'une série de coopératives, notamment dans l'alimentation, se retrouvent aujourd'hui en difficulté par rapport à l'afflux de commandes qu'elles devaient gérer pendant la crise du Covid. Des consommateurs ont en effet quitté les circuits courts pour revenir vers les acteurs de la grande distribution. La fidélisation de la nouvelle clientèle n'a pas toujours répondu aux espérances des débuts et certaines coopératives doivent, aujourd'hui, fusionner pour survivre",* explique Julien Dohet.

2. Les coopératives, un modèle d'avenir ?

Assurément oui pour nos deux interlocuteurs même s'ils insistent sur le fait que de nombreux projets citoyens ou à finalité sociale prennent en Belgique une forme associative, via le statut d'ASBL plutôt que coopératif. *"On voit ce renouveau coopératif depuis une dizaine d'années chez nous autour de gros secteurs qui vont connaître une forte croissance : agroalimentaire, énergie, mobilité du dernier kilomètre, logistique, gestion des commandes, économie circulaire, gestion des déchets, recyclage... Ces modèles sont vertueux comme modèle d'entreprise mais aussi au niveau de la structuration des territoires",* enchaîne Sybille Mertens.

Et de pointer, par exemple, le cas en France de Railcoop, première coopérative dans le domaine ferroviaire qui entend regrouper citoyens, cheminots, entreprises et collectivités autour du développement d'une offre ferroviaire. *"Il y a des modèles novateurs qui émergent un peu partout en Europe et la Belgique va s'inscrire dans ce mouvement-là. On va voir des coopératives se créer dans des secteurs que l'on ne soupçonnait pas..."*

Mais Julien Dohet avance cependant : *"Les coopératives peuvent et doivent même être une alternative au capitalisme. Mais le danger que je pointe est qu'après avoir assisté à du greenwashing, on voit apparaître le concept de coopérative washing qui consiste à coller à chaque coopérative une étiquette vertueuse et une image un peu citoyenne parce que l'on sent bien que le capitalisme est en difficulté. La question centrale, c'est celle de la détention du capital, de la propriété privée des moyens de production et des relations sociales au sein de l'entreprise. Parfois, la coopérative n'est qu'un simple paravent qui ne révolutionne en rien le système. C'est un des grands enjeux des années à venir."*

3. Quels sont les freins au développement de ce modèle ?

Pour Sybille Mertens, il est encore avant tout culturel : *"Nos cerveaux sont encore verrouillés sur un modèle, celui de la grande entreprise capitaliste. Le vrai frein, c'est de pouvoir expliquer à nos étudiants, banquiers et consommateurs qu'il y a, là, avec les coopératives, un modèle d'entreprise qui peut être très efficace et répondre aux besoins de nos territoires et personnes. Je reste frappée par le fait que les moyens alloués par les pouvoirs publics au soutien de ce type d'entreprises restent ridicules par rapport aux avantages que l'on offre aux grands groupes capitalistiques. J'attends des élections de 2024 une prise de position beaucoup plus forte des différents partis sur ce modèle-là."*

Mais davantage que "culturel", le frein est "idéologique" pour Julien Dohet. *"Il faudrait un soutien politique plus clair et un discours anticapitaliste affirmé si on voulait vraiment développer un modèle coopératif qui soit une alternative réellement crédible au système capitaliste. Nous en sommes encore loin... L'échec de NewB montre bien la difficulté pour les coopératives de sortir de la niche des petits acteurs et de la difficulté à développer un tel modèle à partir d'une certaine taille ou lorsqu'il faut mobiliser des capitaux importants. On peut s'interroger sur le soutien des pouvoirs publics. Quand les banques ont fait faillite, on a ouvert les vannes et débloqué des milliards d'euros et, ici, les pouvoirs publics n'ont pas été capables de sauver le projet initial NewB. Cela montre bien que l'on a décidé idéologiquement de soutenir un certain modèle bancaire au détriment d'un autre."*

Copyright © La Libre.be 1996-2023 lpm sa - IPM | Ce site est protégé par le droit d'auteur | Rue des Francs 79, 1040 Bruxelles | Tel +32 (0)2 744 44 44 | N° d'entreprise BE 0403.508.716

